

NOTICE SUR LE CHANOINE JEAN-JOSEPH BLANC DE SALVAN

« Le peuple le vénérât comme un saint », affirme L. Coquoz, l'historien de Salvan-Finhaut. On lui attribue : l'introduction en Valais de l'œuvre de la Propagation de la Foi. Conscient de mon incompetence en hagiographie, j'esquisserai à grands traits sa physionomie considérée sous un autre aspect.

Jean-Joseph Blanc naquit à Salvan le 2 février 1791. Entré à l'abbaye de St-Maurice, il faisait profession solennelle le 22 août 1815 et était, l'année suivante, nommé professeur de syntaxe. En 1818, l'abbé Pierraz l'envoyait à Paris pour s'y perfectionner dans les sciences physiques et mathématiques. A son retour (1821) il fut désigné non seulement pour professer ces branches — son cours substitua le français au latin usité jusqu'alors, innovation qui provoqua l'intervention du Conseil d'Etat, — mais aussi pour remplacer à la tête du collège M. Amstaad, prêtre séculier, suspecté d'idées gallicanes.

Malheureusement le nouveau préfet eut maille à partir avec le nouvel abbé de Rivaz qui le reléguait à Bagnes comme chapelain ; quelques-uns de ses élèves, entr'autres les futurs docteurs Monnay et Beck, père d'Alphonse, de Monthey, prirent fait et cause pour le professeur sacrifié et le suivirent.

Les leçons privées ne furent pas les seuls délassements d'un exil qui se prolongea de 1823 à 1826. Des travaux avaient été ordonnés par l'Etat du Valais au glacier de Giétroz pour prévenir la répétition du désastre de 1818. L'efficacité du système de l'ingénieur Venetz, préposé à l'entreprise, fut vivement contestée et combattue par le jeune chapelain qui formula ses critiques dans trois brochures fort rares : *Réflexions sur le Glacier de Giétroz. Observations sur les travaux du*

glacier de Giétroz. Examen de l'apologie des travaux du glacier de Giétroz. Est-ce au retentissement de cette polémique ou à une réconciliation avec son supérieur que le chanoine Blanc dut son rappel à l'abbaye et sa réintégration dans ses fonctions de professeur et de préfet du collège? Dès 1834, année de la mort de l'abbé de Rivaz, l'estime de ses confrères l'appelait en outre à la charge de prieur claustral qu'il remplit sans interruption jusqu'à son décès survenu le 27 janvier 1851.

Celui qui avait bataillé avant et pendant son éloignement du bercail n'y était pas rentré avec des dispositions plus débonnaires et pacifiques. Son retour, il faut le dire, avait coïncidé avec la promulgation de la fameuse *Loi organique* du 20 mai 1826, laquelle souleva à bon droit l'indignation des dixains inférieurs. Joignant le ridicule à l'odieux, les parents de cet avorton avaient organisé une expédition militaire contre le bourg de Martigny qui avait salué sa venue par la plantation d'un arbre de la liberté (mai 1831). Sur ce, un pamphlet anonyme, intitulé *l'Arbre de la Liberté en Vallais en 1831* et imprimé à Genève, interpréta sans ménagement la protestation populaire ; c'était un réquisitoire cinglant contre les inspireurs d'une loi qui satisfaisait avant tout des visées égoïstes et ambitieuses et consacrait des privilèges surannés. La loi fut abrogée, mais la mauvaise humeur de ses auteurs se tourna contre ceux de la brochure que le Conseil d'État supposait, sur certains indices, appartenir à l'abbaye de St-Maurice.

Louis Ribordy narre dans ses *Documents pour servir à l'histoire contemporaine du Valais* (pages 244 et suivantes) les désagréments que l'affaire faillit coûter à celle-ci. J'y renvoie mes lecteurs.

L'inculpé, chanoine Claivaz, se défendit énergiquement (14 février 1832) devant le tribunal de Mgr Rotten, représentant la Nonciature (on s'était plaint en haut lieu !) soit par un mémoire, soit par l'organe d'un défenseur, son confrère le chanoine Maret. Il ne se borna pas à mettre sa personnalité hors de cause, mais tenta même la justification de certaines revendications

démocratiques prônées dans le libelle : horreur et désolation, le monastère était contaminé par le libéralisme ! Il n'en fallut pas davantage pour que le gouvernement proposât à la Diète le retrait de l'enseignement aux religieux augustins. Plus raisonnable, la commission chargée de l'examen du message répliqua que pareille mesure ne se légitimait pas, MM. Claivaz et Maret ne professant ni l'un ni l'autre au collège.

L'honneur revient à un jeune député de St-Maurice, le docteur en droit Joseph Barman, qui depuis... d'avoir tiré l'abbaye de ce mauvais pas, en rappelant la Diète au respect d'anciennes conventions et en lui faisant accepter une proposition de soumettre le cas à une commission composée d'un membre par dixain. La commission fut unanime à écarter la motion.

Peut-être se serait-elle prononcée différemment si elle avait su que l'auteur de la subversive et irrévérencieuse brochure n'était autre que le saint chanoine Blanc, *préfet du collège*. Le secret fut soigneusement gardé.

Pour ce bon tour, les Bas-Valaisans lui doivent une chandelle.

J.-B. Bertrand.
